

Alexis Tsipras

Discours au Comité Central de Syriza

Camarades,

Nous sommes au début d'un long et difficile combat, unis non seulement par le programme sur lequel le peuple grec nous a accordé sa confiance, mais aussi par les principes, les valeurs fondamentales, les idées et l'histoire de la gauche, par notre volonté de servir le peuple et le pays, par nos relations franches et ouvertes avec les travailleurs, avec ceux qui créent et inventent l'avenir par notre attachement à la démocratie et à la justice sociale, par la mobilisation solidaire du peuple autour de revendications mûres, qui donnent son vrai sens au mot progrès.

Et pour qu'il n'y ait pas de confusion – je tiens à dire clairement que : Si nous représentons le nouveau, le « sans précédent », l'espoir de changement, cela ne signifie pas pour autant que nous sommes nés de la dernière pluie. Nous avons l'ancienneté et l'expérience de notre parti, de ses combats, de sa longue histoire. Nous avons fait nos preuves dans des périodes difficiles. Et aujourd'hui, quoi qu'il arrive, nous n'allons pas transiger avec nos principes et nos valeurs, ni reculer devant les difficultés en trahissant nos engagements. Tous ceux qui l'espèrent seront déçus.

Et laissez-moi vous rappeler un conseil de nos maîtres à penser l'émancipation sociale : Notre combat politique a comme point de départ des principes et des valeurs immuables mais il ne les vide pas de leur contenu par une aveugle obstination. Nous avons toujours été, et nous le sommes encore davantage aujourd'hui, obligés de servir ces principes et valeurs, en élaborant une tactique efficace et intelligente, qui tient compte des rapports de force, des dispositions des travailleurs et du peuple, de notre marge de manœuvre à chaque instant et à chaque détour, des impératifs de notre pays.

Ce discernement est la vertu principale dans une situation comme celle d'aujourd'hui, où SYRIZA est confronté à un défi sans précédent: Promouvoir le changement social et politique, en assumant des responsabilités gouvernementales et non pas en force revendicative d'opposition. Vous savez ce que cela signifie, camarades. Cela veut dire que chaque décision, chaque évaluation de nos actes, chaque attitude, chaque position publique a des répercussions non seulement sur l'image actuelle de la gauche et sur son avenir, non seulement sur l'ensemble des mobilisations progressistes, mais aussi sur le présent et le futur de notre pays et de notre peuple. C'est une responsabilité inédite, dans une situation entièrement nouvelle. Et je suis certain que nous sommes capables d'assumer avec le soutien de notre peuple cette responsabilité.

Camarades,

Cela fait à peine un mois que le peuple grec a confié à SYRIZA un mandat gouvernemental. Un mois qui a bousculé les codes et les vieux usages, les tabous politiques et idéologiques. Et il serait souhaitable de ne pas perdre de vue le tableau d'ensemble: Notre pays et notre gouvernement se sont trouvés au centre des préoccupations européennes et mondiales. La Grèce a cessé depuis les premiers jours du nouveau gouvernement d'être considérée comme un paria, qui reçoit des ordres et applique des mémorandums. Le peuple grec a le sentiment qu'il retrouve la dignité qui lui a été contestée et outragée. L'opposition à l'austérité a été mise au centre de tous les débats. La crise humanitaire, les personnes qui souffrent, que nous représentons dans les débats, ne sont plus considérés comme de simples chiffres sans dimension humaine. Nous avons trouvé des alliés dans notre combat de dénonciation d'une crise autoalimentée. Nous avons reconquis le droit fondamental que dispose chaque peuple libre de discuter de son avenir.

De décider de son avenir. Nous avons prononcé non pas un, mais plusieurs NON, en quelques jours, malgré les pressions qui sont devenues quelques fois épouvantables en revêtant le caractère du chantage. Et après ces épreuves nous en arrivons à une première conclusion politique : Aujourd'hui l'étendue de la liberté d'action de notre gouvernement et de notre pays s'est élargie. L'affranchissement des mémorandums et des désastreuses politiques d'austérité ne sont plus uniquement l'objet d'un désir exalté tel qu'il a été exprimé par le résultat des urnes électorales. Notre gouvernement en a fait un acte politique, en affirmant sa « légitimité » tant au niveau de l'opinion publique européenne qu'au niveau des institutions européennes, par sa mise en œuvre en tant que sujet de négociation et de confrontation politique. Et les premiers pas ont été franchis dans la voie de l'affranchissement sur laquelle SYRIZA s'est engagé en rassemblant notre peuple. Ce n'est pas pour nous gratifier des compliments ni pour embellir la dure réalité en falsifiant la vérité que nous

dressons ce constat politique. Les subterfuges ne trompent pas notre peuple et sont aux antipodes de la culture de notre parti. En revanche, ce constat contribue à l'éclaircissement de notre conduite actuelle et future, puisque l'amélioration de notre position et de la situation d'ensemble nous permettra de revendiquer et d'appliquer l'autre politique que nous souhaitons et nous avons promise. Est-ce que les circonstances sont difficiles? Oui, des grandes difficultés se dressent devant nous, car tous les jours nous livrons de nouveaux combats et les plus grands sont ceux à venir. Mais nous nous préparons en améliorant nos positions et la situation d'ensemble en vue d'atteindre nos buts.

Il est donc clair qu'aujourd'hui :

La troïka a pris fin. Et tant pis, si certains voient la troïka à la place de la Commission européenne ou des institutions européennes et internationales avec lesquelles nous collaborons et nous discutons bien sûr, puisque nous appartenons à la zone euro. La troïka en tant que mécanisme de supervision et de domination extra-institutionnel, arbitraire, et sans légitimité démocratique, est formellement terminée. Et cette mission a été accomplie par le nouveau gouvernement grec. Il est également clair que : Les mémorandums appartiennent au passé. Et ceci est attesté par la lecture de fond et de forme de l'accord de prêt puisqu'ils ne font pas partie du texte adopté et parce que les mesures absurdes de l'austérité ne figurent plus dans notre nouvel accord. Ce nouvel accord obtenu après une série de négociations difficiles démontre non seulement la persévérance des dogmatiques de l'austérité mais aussi la détermination de notre gouvernement d'en finir avec leurs dogmes. Mais je voudrais remarquer que si le comportement des anciens gouvernants qui prétendent que nous continuons dans leur voie paraît plutôt comique, entendre des discours dénonciateurs qui déforment la réalité prononcés par des représentants des forces politiques de la gauche emportés par une naïveté révolutionnaire est en revanche triste et consternant. [...] Bien sûr, il y a et il doit y avoir des avis et des jugements différents, des discussions, des réserves, des désaccords.

Bien sûr, il y a et il y aura des attaques de la part de nos adversaires en Europe et en Grèce. Mais nous avons le devoir envers notre peuple, envers les peuples de l'Europe qui nous regardent attentivement avec un sentiment d'espérance, envers les mouvements qui luttent pour le renversement de l'austérité, de dévoiler et de défendre la vérité. Alors, quelles sont les vérités sur les négociations qui ont conduit à l'accord-pont ? Première vérité : Nous sommes arrivés dans une zone minée. Des pièges nous ont été tendus par les forces conservatrices les plus agressives de l'Europe avec la collaboration du gouvernement Samaras pour provoquer notre naufrage avant même de gouverner. Leur dessein était l'asphyxie financière et le renversement de notre gouvernement en faisant de la victoire de Syriza une simple parenthèse antimémorandaire. Nous nous sommes trouvés coincés par des délais prémédités très courts. Avec les caisses vides et les banques à court de liquidités. Avec l'héritage des engagements du gouvernement précédant et les accords passés avec ses protecteurs.

Avec le couteau de l'asphyxie financière sous la gorge. Ils avaient tout préparé pour entraîner notre naufrage, et celui du pays aussi. Mais ils n'avaient pas prévu : que notre victoire serait très proche de la majorité absolue, que nous serions capables de former un gouvernement très rapidement sans avoir recours à eux, que nous aurions un soutien populaire sans précédent après les élections, une mobilisation populaire pour soutenir notre combat pour la dignité et la souveraineté d'une ampleur jamais vue depuis la période de la Résistance Nationale. Ces imprévus ont annulé leurs desseins en nous donnant cette marge de liberté qui nous a permis d'éviter de tomber dans leur piège.

Deuxième vérité : Nous avons prévu avant les élections les difficultés, mais l'estimation théorique des obstacles n'est pas suffisante. Il faut du temps et des moyens de gouvernance pour y faire face. Et nous, nous avons dû réagir avant même l'ouverture du nouveau Parlement : Nous n'avions donc aucune autre arme que notre détermination à obéir à la volonté du peuple telle qu'elle a été exprimée dans les urnes.

Troisième vérité : Nous avons compris à juste titre que la crainte d'une déstabilisation générale causée par l'éventualité d'un échec l'emporterait sur les projets orchestrés par les forces conservatrices en Europe. Cette inquiétude a conduit les grands pays comme la France, les États-Unis, la Chine, et d'autres, dans une position plus positive et responsable par rapport à l'axe de l'austérité européenne en nous permettant de promouvoir nos arguments. Cependant, nous avons dû faire face à un axe de forces politiques animé principalement par les Espagnols et les Portugais, qui pour des raisons politiques évidentes ont tenté de mener les négociations à l'échec, en prenant le risque de créer un incident au niveau international, afin d'éviter des perturbations politiques à l'intérieur de leurs pays.

Que pouvons-nous donc conclure de ces vérités? Il y a eu un projet qui a été fait avec la collaboration du premier ministre grec sortant qui n'a pas hésité au moment où la Grèce entamait des négociations cruciales de signer des résolutions dans le cadre du Parti Populaire Européen à l'encontre de son propre pays. Ce projet visait et vise toujours à conduire le gouvernement à l'impuissance ou à la capitulation avant que celui-ci fasse la preuve de ses capacités, avant que le paradigme grec ait des répercussions sur le rapport de forces politiques dans d'autres pays, et surtout avant les élections en Espagne. C'est à dire : créer des pressions qui nous conduisent à des concessions inacceptables sous la menace de l'asphyxie financière. Provoquer la déception afin de nous priver du soutien populaire. Utiliser l'asphyxie financière pour susciter le mécontentement populaire. Leur objectif était de nous obliger à participer à une formation gouvernementale d'une moralité et d'une légitimité politique douteuse à l'instar du gouvernement Papadimos. Ou alors de nous renverser en mettant une fin à nos revendications politiques qui leur font tant peur.

Laissez-moi, là encore, ajouter un commentaire: Ces projets qui visaient à conduire non seulement SYRIZA mais aussi la Grèce « sur le lit de Procuste » étaient fondés sur la surestimation aveugle de leur force, sur l'incompréhension des données concrètes concernant la Grèce et la force de sa gauche, sur la sous-estimation de notre détermination et de notre résilience. Habités à des échanges avec des représentants serviles de l'establishment mémorandaire, ils ont été surpris par notre NON prononcé à la première réunion de l'Eurogroupe. Et fort irrités par notre deuxième NON à la réunion suivante, ils ont lancé un ultimatum. Mais notre refus de céder au chantage de l'ultimatum a mobilisé d'autres forces politiques européennes qui sont intervenues en défendant la voie de la raison. Notre peuple aussi est intervenu efficacement en manifestant et en se mobilisant. Une vague de soutien international a été suscitée d'une ampleur jamais vue depuis l'époque de la dictature. Et c'est ainsi que nous sommes arrivés à un compromis qui nous a permis de retrouver notre souffle et d'éviter les pires scénarios qui auraient des conséquences désastreuses aussi bien pour la Grèce que pour l'Europe.

[...]

Camarades,

Permettez-moi de vous rappeler les objectifs principaux de cette négociation : La dissociation de l'accord de prêt des mémorandums. Un accord-pont intermédiaire qui nous offre le temps et l'espace nécessaires pour mener la négociation principale qui porte sur la dette publique et appliquer une politique de croissance en dehors du marécage de l'austérité. Mais ce n'est pas seulement le piège tendu que nous avons réussi à éviter. Nous avons obtenu la fin formelle et matérielle du mémorandum. Les exigences [de la troïka] dictées par courrier électronique à [l'ancien ministre des finances] Hardouvelis ont disparues de la table des négociations. – Et vous vous rappelez du caractère et la dureté de ces mesures! Nous avons obtenu la fin de la troïka. A partir de maintenant, nous ne traiterons plus nos affaires avec des employés, mais avec la Commission et les institutions qui par leur caractère proprement politique sont obligées dans le cadre de leurs fonctions et de leurs entretiens d'adopter des critères qui ne sont pas exclusivement technocratiques mais aussi politiques. Nous avons obtenu la fin des excédents irréalistes et inatteignables qui sont le synonyme et la base de l'austérité et nous avons pu protéger les banques. Ainsi, les banques sont restées ouvertes et la sécurité du système financier dans son ensemble a été préservée.

Camarades,

Nous n'avons pas d'illusions. D'ailleurs, nous n'avons le droit d'en avoir. «Nul répit, pas d'interruption, pas de trêve». Nous n'en sommes qu'au commencement. Nous avons franchi le premier pas, mais plein d'autres questions nous attendent: Augmenter les revenus des fonds publics. Remettre debout une société ravagée par cinq années de sévices. Surmonter les pressions et les chantages qui seront encore exercés sur notre gouvernement. Nous sommes conscients de nos responsabilités et notre combat sera long et constant. Mais je suis optimiste et je crois que nous pouvons surmonter tous les obstacles en profitant du « souffle » que nous avons obtenu pour matérialiser rapidement nos engagements prioritaires. En coordonnant toutes nos forces, avec le soutien du peuple, avec l'énergie de notre volonté et de notre travail assidu, nous pourrions transformer l'accord de prêt en tête de pont vers le grand changement.

Vous savez que nombreux sont ceux qui ont misé sur un troisième mémorandum avant fin Juin. Ils seront démentis une fois de plus. Les mémorandums sous n'importe quelle forme possible ont pris fin le 25 Janvier. Ce que nous cherchons – et ce à quoi nous nous préparons en employant toutes nos capacités – est d'arriver avec nos partenaires à un accord mutuellement acceptable qui permet de dégager définitivement notre pays

d'une tutelle aussi étouffante qu'humiliante. Un accord qui rendra socialement durables nos engagements financiers en nous permettant de renouer avec la croissance, la normalité et la cohésion sociale. Nous entrons maintenant à une période de travail constructif.

Hier, j'ai annoncé au Conseil des ministres le dépôt des premiers projets de loi pour inverser la situation actuelle. Le premier projet concerne les mesures qui seront prises pour remédier à la crise humanitaire. Le deuxième concerne le règlement des dettes échues envers l'État et les fonds publics. Le troisième concerne la protection de la résidence principale et sera déposé dès la semaine prochaine, afin de mettre un terme à l'angoisse de centaines de milliers de nos concitoyens, des travailleurs et des retraités qui risquent de perdre leur maison.

La semaine prochaine également, le jeudi 5 Mars, nous déposerons le projet de loi pour la réouverture de ERT [radiotélévision publique]. En même temps, nous déposerons une proposition concernant la création d'une commission d'enquête, afin d'examiner les raisons et les circonstances exactes qui ont conduit notre peuple dans cette mésaventure. Voilà les premières interventions parlementaires et législatives de notre gouvernement de salut social. Et nos réformes législatives vont se poursuivre jusqu'à l'éradication complète des problèmes de l'opacité de la vie publique, de la corruption et des conflits d'intérêts. Toutefois, l'œuvre gouvernementale ne peut pas se limiter à l'œuvre législative.

Dès la semaine prochaine nous commençons un marathon de réformes afin de rationaliser l'administration publique et faciliter la vie des citoyens. Ces premières mesures illustrent déjà les principes de l'orientation générale de nos réformes. Mais je voudrais aussi parler d'une autre mesure phare qui manifeste de façon exemplaire le passage à la période postmémorandaire : Nous avons décidé de révoquer le permis de recherches et d'exploitation de l'usine de Skouries afin de défendre, de la manière la plus efficace possible, deux grandes priorités de notre gouvernement: l'environnement et l'intérêt public. Et notre réponse aux réactions suscitées par notre décision est simple et sans équivoque: Si le peuple nous a accordé sa confiance, c'est parce que pour nous, les employés, le développement productif progressif, l'environnement et l'intérêt public, sont au-dessus des intérêts commerciaux, aussi grands qu'ils soient et aussi importants qu'ils soient leurs réseaux d'influence.

Camarades,

Face au changement de circonstances que faire? Notre œuvre gouvernementale sera déterminante pour l'avenir de notre pays. Mais le rôle de notre parti est aussi essentiel. [...] Nous avons besoin d'un parti qui surveille et critique notre action tout en faisant preuve de responsabilité, d'un esprit méthodique qui juge en tenant compte de tous les paramètres. [...] Esprit d'équipe, bon sens, adaptabilité, engagement, résistance, pensée critique sont les qualités qui vont nous permettre de marquer l'idée du progrès dans la conscience collective, dans l'histoire de notre société et de notre pays. Et cela mérite des efforts et des sacrifices !

Source : <http://www.syriza.gr/>

Traduction : Vassiliki Papadaki